

# Indexation des salaires sur les prix !

Les hôpitaux publics sont ravagés par la combinaison des attaques de tous les gouvernements récents et de la pandémie de covid. L'enseignement public souffre des politiques d'austérité. Des usines de sous-traitants de l'industrie automobile ferment. Des milliers de jeunes sont marginalisés, précarisés. Une partie des travailleurs est discriminée dans le bâtiment, l'agriculture, le nettoyage, la restauration, la confection... par leur statut illégal (les étrangers « sans papier »). Les réfugiés et les travailleurs qui veulent se rendre en Grande-Bretagne sont traités comme des délinquants.

De plus, sur un an, de décembre 2020 à décembre 2021, les prix à la consommation ont augmenté en France de 2,8 % (Insee, 14 janvier). Les prix de l'alimentation ont monté de 1,4 %, ceux de l'énergie de 18,5 %. L'augmentation de l'électricité, du gaz et des carburants affecte particulièrement les ménages pauvres, les habitants des petites villes et des zones rurales.

Avant ce regain d'inflation, les 1 % les plus riches ont vu leur niveau de vie progresser de 2,8 % (+3 500 euros par an) durant le quinquennat ; la hausse culmine même à + 4,1 % pour les 0,1 % d'ultrariches (Institut des politiques publiques, 16 novembre). Par contre, de 2017 à 2022, les 5 % de ménages les plus modestes, ceux qui vivent avec moins de 800 euros par mois, ont perdu jusqu'à 0,5 % d'achat.

Le gouvernement Macron-Castex réduit les droits des chômeurs. Il fait travailler plus longtemps les travailleurs des collectivités territoriales. Il refuse d'augmenter le smic au-delà des obligations de la loi. Il refuse d'augmenter les salaires des travailleurs de la fonction publique, gelés de 2010 à 2016 et de 2018 à aujourd'hui (le niveau de vie des policiers et des militaires est par contre augmenté). Il refuse de baisser les impôts (TVA, TICPE...) sur le carburant et l'alimentation. Le président ne cache pas qu'il veut diminuer à nouveau le droit à la retraite et augmenter le temps de travail s'il est réélu.

Dans cette situation, les travailleurs de la santé et de l'éducation font face à des conditions de travail difficiles, les ouvriers des fonderies essaient désespérément d'échapper aux licenciements collectifs, des étudiants et des travailleurs paupérisés sont obligés de recourir à des organismes de charité, des travailleurs étrangers tentent d'arracher collectivement des titres de séjour, des travailleurs du commerce essaient d'obtenir des hausses de salaire...

Mais les grands partis issus de la classe ouvrière (LFI, PS, PCF) sont surtout occupés à faire croire que la situation des exploités et des opprimés changera s'ils votent (du moins ceux qui en ont le droit) pour leur candidate ou candidat à l'élection présidentielle.

Mais les directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA...) continuent à négocier les attaques du gouvernement et soit restent passives, soit décrètent des « journées d'action » catégorielles : 10 janvier pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap, 11 janvier dans la santé, 13 et 20 janvier dans l'enseignement... S'y ajoute la convocation du 27 janvier d'une journée pour des « augmentations de salaires ». L'exutoire des journées d'action et les concertations des chefs syndicaux avec l'État bourgeois sont couverts par les partis « réformistes » mais aussi par LO, le NPA, le CCR-RP, le POID, le POI, l'UCL, etc.

*Le 27 janvier, une journée de grèves et de manifestations est organisée à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, pour l'augmentation des salaires. Cette journée ne suffira pas, bien sûr, car pour imposer des concessions aux capitalistes, il faudra des luttes puissantes et massives. Mais elle peut être un premier pas. (LO, 17 janvier)*

*La journée de grève interprofessionnelle du jeudi 27 janvier peut constituer une nouvelle étape dans la construction d'un mouvement d'ensemble qui pourrait changer la donne, à commencer par le visage de cette triste campagne présidentielle. (NPA, 18 janvier)*



Dans les syndicats, lors des assemblées générales, dans les réunions des partis politiques d'origine ouvrière, il faut s'organiser pour mettre en cause les « journées d'actions » qui ont fait la preuve de leur inefficacité et exiger la rupture des « concertations » sur les attaques contre les travailleurs. Il faut réaliser le front unique et préparer la grève générale pour :

Augmentation des salaires ! Échelle mobile des salaires, des pensions, des bourses, de toutes les prestations sociales !

Interdiction des licenciements collectifs ! Embauche de titulaires dans les hôpitaux publics et l'enseignement public ! Baisse du temps de travail !

Annulation des mesures contre les chômeurs, contre le droit du travail, contre les retraités !

Suppression des impôts sur la consommation populaire ! Suppression des cotisations sociales des salariés ! Suppression de la CSG sur les salaires et les pensions !

Des papiers pour les travailleurs et les étudiants étrangers ! Mêmes droits pour tous les travailleurs !

Expropriation des réseaux de cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des réseaux de maisons de retraite privées, des réseaux de laboratoires d'analyses médicales !

24 janvier 2022